Union locale du Mans et de la Sarthe

NOUS NE SOMMES PAS LA GARDERIE DU MEDEF !

Non, M. Blanquer, nous refusons de devenir les nouveaux·elles héro·ïnes de votre gestion erratique de la crise du Covid19 !

Nous vous voyons depuis un mois pris en flagrant délit de grand écart entre deux incompatibles préoccupations : la santé publique et vos « obligations » économiques. Pour cela, vous avez aujourd'hui besoin de nous, les travailleur·ses des hôpitaux et de l'Éducation réuni·es. Alors vous n'hésitez pas à nous brosser dans le sens du poil, à céder à la flatterie, en nous inondant de félicitations, remerciements, et une soudaine pleine confiance en notre professionnalisme. Nous ne sommes dupes, M. le Ministre, et vous ne parvenez plus à cacher vos réelles préoccupations, bien éloignées des questions sanitaires : la reprise des cours, c'est la reprise du travail des parents.

Vous vous prétendez soucieux des inégalités créées par la crise ? Mais M. Blanquer, ces inégalités n'ont pas attendu le Covid19 pour exister, et pour nous rendre soucieux·ses, nous, les travailleur·ses de l'Éducation. Où étaient ces nobles préoccupations dans vos précédentes réformes ? Vous nous expliquez que *« le but de l'école doit être profondément social. »* Mais nous sommes entièrement d'accord sur ce point, M. Blanquer. Encore une fois, nous n'avons pas attendu une pandémie virale pour tirer la sonnette d'alarme et vous proposer des solutions de terrain, mais il semble que vous aviez alors d'autres chats économiques à fouetter. La menace de récession aura-t'elle inopinément éveillé en vous un sens nouveau des réalités ? Pourquoi ce souci « *des filières dans lesquelles les élèves décrochent* » n'était-il pas déjà au centre de vos réformes, avant la crise du Covid19 ? Et puisque ces questions vous tiennent à cœur, pourquoi les réserver à ces temps de crise ? Manque de moyens, comme vous disiez encore il y a quelques mois ? Ce problème semble être résolu depuis les 345 milliards débloqués de nos impôts en soutien aux entreprises… Ou le maintien à flot des entreprises serait-il prioritaire sur l'Éducation de nos enfants ? De plus, vous reconnaissez enfin la problématique des « classes bondées », inadaptées pour ces élèves en difficulté. Vous avouez donc que les conditions d'enseignement pré-Covid19 étaient bien génératrices d'inégalités, mais que vous n'en aviez cure. Prétendre prendre en considération les inégalités inhérentes au système éducatif alors que la crise actuelle leur fait atteindre leur paroxysme, et que l'opinion publique ne peut plus les ignorer, revient à un aveu de cynisme ou d'incompétence de votre part. Nous vous laissons le choix et le bénéfice du doute…

Nous ne sommes pas la garderie du MEDEF, M. Blanquer !

Vous prétendez enfin reconnaître notre professionnalisme ? Alors écoutez ce que les professionnel·les ont à dire sur votre projet :

- Les élèves déjà en difficulté ne reviendront pas le 11 mai pour la plupart, et quand bien même illes le feraient, nous ne pourrons pas leur faire rattraper le manque à gagner en un mois et demi.
- Il nous sera impossible, en l'état actuel des choses, de pratiquer « un enseignement personnalisé », comme vous nous le demandez. Nous n'en aurons ni le temps, ni les conditions matérielles, ce qui était déjà le cas avant confinement. Et cela le sera encore davantage avec la contrainte des mesures sanitaires à respecter.

- Nous refusons de surcharger les agent·es d'entretien, majoritairement femmes, déjà exploitées et sous-payées, qui verront à partir du 11 mai leur charge de travail décuplée.
- Nous refusons que l'école ne soit au pire qu'une garderie, ou au mieux une antichambre de « bâchotage diplômant » pour le patronat. Nous rappelons qu'avoir un « métier » est bien différent d'avoir « une activité ». L'obtention d'un diplôme ne devrait pas être une finalité, surtout au vu de l'urgence climatique et sociale. Les possibilités de vivre sans participer à la destruction de l'écosystème Terre sont nombreuses, et nous estimons indispensables d'y former nos élèves.
- Nous ne pourrons pas nous protéger et protéger nos élèves dans des conditions de cours en présentiel. C'est faire courir un risque inutile à tout le personnel, à tous nos élèves, et à leur famille, puisque les enfants et adolescent·es sont presque tou·tes asymptomatiques, et que les tests de dépistage seront uniquement réservés aux personnes présentant des symptômes. Nous refusons donc d'endosser la responsabilité de la formation de nouveaux clusters de contagion, qui mettront à nouveau en difficulté nos collègues soignant·es, déjà mis·es à mal par les réformes successives de votre gouvernement et des précédents.

Cette crise sanitaire, M. Blanquer, vous oblige à reconnaître que la santé et l'éducation font partie de la colonne vertébrale de notre société. « L'école, c'est la vie. » Comme vous dites. Or ces deux institutions sont malades. Puisque les personnels de santé n'ont pas le temps de se battre, et que le Ministre de l'Éducation ne défend pas nos intérêts, c'est à nous, travailleur·ses de l'Éducation, qu'il revient de défendre à la fois les personnel·les de santé déjà surchargé·es, mais aussi les élèves, leur famille, et nous-mêmes. Nous ne reprendrons le travail qu'avec la garantie de mesures sanitaires adéquates, et de changements profonds et définitifs de l'institution scolaire, qui se doit d'être réellement au service de tous les élèves et de la société de demain.

Nous exigeons :

- des équipements sanitaires en quantité suffisante : masques renouvelés toutes les 4 heures, produits de désinfection à la portée de tou·tes, respect des distances de sécurité.

- douze élèves par classe maximum, maintenant et à la sortie de la crise.

- une école sans examens autres que ceux choisis par l'élève.

- la fin des examens impliquant une orientation subie et biaisée par le genre ou l'origine sociale de l'élève.

- des cours avec des ouvertures directes sur les enjeux écologiques et sociétaux actuels : manger sainement (et donc s'organiser pour produire la nourriture), se soigner (et donc financer le système de soin à la hauteur nécessaire).

- la titularisation de tou·tes les professeur·es contractuel·les ou vacataires, puisque nous sommes tou·tes des professionnel·les.

Nous appelons tou·tes les personnel·les de l'Éducation à s'organiser une fois par semaine pour discuter de droit de retrait et de grève, et de l'école de demain.

Union locale du Mans et de la Sarthe

CNT STE 72
4 rue d'Arcole – 72000 Le Mans
interco72@cnt-f.org
https://www.facebook.com/CNT.Sarthe/
http://cnt72.lemanscipe.lautre.net/